



COMPTE RENDU CHS CT DU 03 DECEMBRE 2015

A l'ordre du jour de cette séance plénière

-Approbation des PV des 16 et 23 juin 2015

-INSEE Préfiguration INSEE Nord Pas de Calais Picardie

- Information sur la création du bureau des Douanes de Dunkerque Énergie (ex pôle énergétique inter régional du bureau de Dunkerque)

-Douanes: information sur le nouveau service nationale de fiscalité routière à Metz et impact sur les services douaniers de l'Inter Région.

Information DRFIP sur:

mise en place IFU unique SIE Dunkerque et Lille Nord
aménagement de la Paierie Régionale
CFP de Cambrai
zones d'accueil de Roubaix et Saint-André

- Rapport 2014 des médecins de prévention (Nord et Pas-de-Calais pour les agents douaniers)
-
- Compte-rendu de visite du CFP de Dunkerque du 14 avril 2015
- Point sur les GT des 5 et 13 novembre (accidents de travail , visites ISST et registre hygiène et sécurité)
- Questions diverses
 - DR Dunkerque information sur le désamiantage de dalles des faux plafonds de l'aubette de la brigade de Calais
 - Externalisation des PV du CHS CT Nord.



Sujets DRFIP

IFU

L'information sur la mise en place des IFU uniques des SIE de Dunkerque et Lille Nord était sans objet dans la mesure où ces sujets ont été reportés à une date non précisée.

Y A T IL UN PILOTE DANS L AVION??????

PAIERIE REGIONALE

Si les conditions d'installation des futures équipes de la Paierie Régionale ne soulèvent pas d'objection sur le plan des conditions matérielles (renouvellement mobilier adapté aux contraintes de la dématérialisation, doubles écrans, stores...) il n'en est pas de même sur le plan des ressources humaines. Dix postes sont en effet implantés au 1er janvier sans mouvement de personnel. Les équipes de renforts viendraient donc combler les sièges vides en attendant l'affectation de collègues au mouvement complémentaire de mars et au mouvement de mutation de septembre. A ce jour donc aucune certitude sur la pérennité des effectifs .

Une visite d'une délégation du CHS CT est prévue en janvier et FO restera vigilant sur les conditions de travail qui risquent de se dégrader .

Au passage petit carton jaune à la direction qui nous avait affirmé en audience que l'installation d'une pointeuse relevait de l'anecdote et ne posait aucune difficulté. En séance il nous a été répondu que le coût est trop onéreux pour être pris en charge à ce jour. Si effectivement les agents peuvent enregistrer leur temps de travail, ils doivent le faire sur leur station personnelle. Cela génère régulièrement des pertes de temps qui sont légitimement mal vécues d'autant que l'encadrement les presse sur l'utilisation optimale du temps de travail.

Nous notons que la possibilité de recycler la pointeuse de Liberté est à l'étude et demandons l'installation d'un poste dédié à défaut de l'installation d'une pointeuse.

Cette solution doit également être retenue pour les équipes de renfort, pénalisées par l'obligation nouvelle de pointer.

SAINT ANDRE

L'étude technique de la structure des sols du CFP de Saint André, montre que l'installation d'un GAHU n'est pas possible en raison d'un problème de portance.

Ce sera donc un guichet Anti Franchissement qui sera installé en même temps que sera refait l'accueil du poste. Nous notons que l'abattement du SAS d'entrée existant risque de générer des problèmes de courant d'air à l'accueil.

Les travaux qui ont commencé ont mis à jour la fragilité du sol du hall d'accueil (chevrons du parquet rongés) nécessitant la fermeture du poste dans l'attente de la réalisation de travaux qui dépendent de la mairie de Saint André, propriétaire des lieux. A

Section locale Force Ouvrière Finances : DRFIP du NORD 59000 LILLE

☎ : 03.20.62.42.82 ✉ : fo.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web départemental FO DGFIP59 : www.fo-dgfip-sd.fr/059/



ce jour nous ne connaissons pas la date de réalisation des travaux et donc la date d'ouverture au public.

FO est surpris du manque d'anticipation de la DRFIP qui prévoit un accueil accessible aux personnes à mobilité réduite (PMR) alors même que le franchissement de la porte n'est pas possible en fauteuil roulant.

CAISSE UNIQUE Lomme, Valenciennes et Dunkerque

Au sein de sites qui rassemblent plusieurs postes (SPL et fiscaux) le projet vise à ne disposer que d'une caisse afin d'inciter les usagers à utiliser les moyens moderne de paiement voire à ne plus se déplacer. Outre les tensions que cela risque de poser avec l'usager, même si il est noté par la direction que les paiements des SPF et SIE restent marginaux, nous ne sommes pas en capacité de mesurer l'impact sur les conditions de travail du caissier et nous restons inquiets sur la gestion de la surcharge de travail induite.

La DRFIP s'est engagé à faire un bilan à ce sujet dans l'année qui suit, nous resterons vigilants sur ce point.

Par ailleurs, se pose la question de la sécurisation des sites sur laquelle nous reviendrons lors des prochaines séances.

ARRIVEE IEN ET DDTM AU CFP DE CAMBRAI

Il s'agit ici d'implanter des service extérieurs de notre ministères dans les locaux du CFP de Cambrai (Inspection de l'Education Nationale et de la Direction Départementale du Territoire et de la Mer) .

Cette opération est l'occasion de la réalisation du désamiantage du site dont FO se félicite même si nous notons que cela arrive bien tard.

Sur le calendrier des travaux, de nombreux déménagements et aménagements viendront dégrader les conditions de travail des agents. Par ailleurs, l'absence de documents précis empêche toute analyse des futures conditions de travail des agents. La Direction n'a pas été en mesure de fournir les futurs plans d'installation.

Nous avons d'ailleurs eu l'occasion lors de cette séance de rappeler que ces documents restent essentiels car la base de notre compréhension sur les conditions de travail de nos collègues lors de changements importants. La DRFIP s'est contentée de railler ces observations que nous réitérons puisque déjà le sujet de refus de prendre part au vote lors de la séance plénière du 16 juin 2015 (restructuration du réseau de la DGFIP).

ZONE ACCUEIL CFP ROUBAIX

L'idée est de pouvoir fluidifier les files d'attente de l'accueil primaire du CFP de Roubaix et d'améliorer la sécurité des agents. Outre l'installation de caméras et de boutons de sécurité, dont on ne connaît pas la disposition, c'est bien sur l'aménagement du hall que repose l'amélioration globale .Or, ici encore, la Direction a fait preuve de légèreté dans la présentation de ce projet, les documents sont très pauvres. La DRFIP a elle même reconnu que les plans n'étaient pas à l'échelle alors que nous nous interroignons

Section locale Force Ouvrière Finances : DRFIP du NORD 59000 LILLE

☎ : 03.20.62.42.82 ✉ : fo.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web départemental FO DGFIP59 : www.fo-dgfip-sd.fr/059/



sur la disposition des bornes d'accueil .Ces éléments ne reflètent donc pas la configuration finale et ne permettent pas de mesurer les impacts sur les conditions de travail et de sécurité de nos collègues. Une visite sur site permettra d'éclairer notre point de vue

VISITE DE SITE CFP DUNKERQUE

Nous notons que la grande majorité des préconisations faites par les membres du CHS CT suite à la visite du CFP de Dunkerque ne trouvent pas de réponses.

Outre les problèmes de budget derrière lesquels il est facile de se retrancher (changement des fenêtres par exemple) , trop de points demeurent sans réponse ou à l'étude sans indication d'échéance de réalisation.

FO s'inquiète du suivi et ritait presque de l'étonnement manifesté par la Direction lors de l'évocation de sujets comme le changement d'une crémone, si cela ne démontrait pas que la direction est dépassée par l'ampleur de la tâche.

Pour FO , c'est le signe que les services de Direction manquent comme le réseau de moyens humains. C'est également le signe qu' il faudrait expertiser tous les problèmes immobiliers et matériels se posant sur les sites, avant de s'aventurer dans toute restructuration ou expérimentation.

PETIT APPARTE SUR VISITE IMPREVUE DU CEL

En début de séance, le Président nous a interpellé sur demande de la DRFIP quant à une visite de membres du CHS CT lors d'une panne générale de courant sur le site Kennedy le 13 octobre 2015.

Nous rappelons que cette visite s'est faite dans l'urgence et à la demande des agents du CEL. En effet, nous avons pu constater lors de notre déplacement que les blocs sécurité incendie étaient éteints suite à la panne de courant. Ces blocs, qui permettent de guider les personnes en cas d'incendie, disposent d'une autonomie d'une heure. La panne de courant ayant perduré de 7h00 à 10h30 ils étaient tous éteints contrairement aux autres blocs de sécurité du bâtiment qui étaient bien en service (certainement couplés avec le groupe électrogène).

Nous sommes donc rendus dans le bureau de Monsieur Bouchet afin de lui faire part de notre constat et lui demander d'intervenir afin de sécuriser toutes les personnes présentes sur site dans l'attente du retour du courant. A ce moment le courant fut rétabli et donc aucune suite n'a été faite à notre demande.

Néanmoins, nous soulignons que pendant plus d'une heure les agents ont fréquenté un lieu qui ne présentait plus les garanties nécessaires en matière de sécurité incendie. Nous demandons à ce qu'une étude technique soit réalisée et qu'à tout le moins le personnel soit évacué si un tel incident venait à se reproduire à défaut d'une solution efficiente.



Sujets DOUANES

BUREAU DE DOUANES DUNKERQUE ENERGIE

Le projet Dunkerque Énergie a pour but de créer un pôle de spécialisation à compétence interrégionale pour accroître la réactivité devenue nécessaire à cause des incessantes évolutions de la fiscalité. On trouve là les limites de la cohérence des politiques qui nous régissent et ne mesurent les conséquences sur nos réseaux et nos conditions de travail. Ces conditions s'en trouvent chaque jour détériorées. Ce pôle de 12 personnes sera autonome, ses effectifs ne seront pas ponctionnés sur ceux de la DR de Dunkerque et pourront être réévalués dans le courant de l'année si les projections ne répondent pas aux exigences de la structure.

FO souligne qu'aucun plan n'est joint à la présentation. Si les locaux ne subissent pas de changement nous aurions aimé pouvoir évaluer les conditions de travail des structures après le déménagement au premier étage des agents de Dunkerque Énergie. Sur le plan pratique, les moyens seront cependant mutualisés avec la DR qui renforce son parc automobile d'une unité (pour arriver à 5 en tout) afin de répondre aux besoins. FO restera attentif à ce que les moyens restent en adéquation avec les besoins.

SERVICE NATIONAL DOUANIER DE LA FISCALITE ROUTIERE

Implanté sur le site qui devait accueillir le service chargé de l'écotaxe, ce service à compétence nationale permettra d'occuper les personnes déplacées pour ce projet avorté. Illustration de la gestion calamiteuse de nos missions qui dégrade chaque jour nos conditions de travail. Ces revirements créent un climat de plus en plus tendu.

Sur le plan local, rien à souligner dans la mesure où il s'agit de la présentation d'un pôle national; toutefois, le transfert de la fiscalité routière n'étant pas total, FO veillera à ce que les emplois qui demeurent de la compétence locale soient pourvus.

Sujets INSEE

Dans le cadre de la réforme territoriale, l'INSEE doit adapter son réseau formé de Directions Régionales.

Avec la création de la région Nord Pas-de-Calais Picardie, les deux directions régionales du Nord Pas-de-Calais et de la Picardie doivent donc fusionner.

Une présentation exhaustive de la nouvelle structure basée sur deux sites, DR de Lille et pôle d'Amiens, et des incidences tant fonctionnelles que géographiques, s'inscrivant dans des projets d'avenir pérennes ne nous ont pas convaincu. De surcroît, les difficultés des agents qui ressortent des entretiens individuels menés dans le cadre de la réorganisation, soulignent le caractère anxiogène de cette réforme. Ceci nous conforte dans l'intérêt de prendre l'attache d'un expert autonome pour prévenir tout risque psychosocial que la présentation proposée ne prendrait pas en compte.



C'est pourquoi, nous demandons la nomination d'un expert extérieur afin de mieux mesurer les impacts sur les conditions de travail des personnels INSEE que ce soit sur le site d'Amiens ou à la DR de Lille ainsi que sur la pérennité des missions.

Par ailleurs, en première analyse, nous notons que sur la fourchette basse il y aura 12 suppressions de postes et 67 sur la fourchette haute.

La mission de l'expert sera précisée ultérieurement dans le cadre de la rédaction d'un cahier des charges .

Sujets inter directionnels

Procès verbaux séances 16 et 23 juin 2015

Les procès verbaux des séances des 16 et 23 juin 2015 ont été approuvés à l'unanimité après que les demandes de réécritures sur notre refus de vote aient été prises en compte dans le compte rendu et le relevé de décision . En effet , FO ne s'est ni abstenu ni a voté contre les restructuration mais a bien refusé de prendre part au vote puisque , outre notre position de principe contre la réduction du maillage territorial, nous avons estimé ne pas être en mesure d'évaluer l'ampleur de la dégradation des conditions de travail et des impacts négatifs des restructurations sur les agents. La Direction n'a par ailleurs présenté aucun document garantissant la prise en charge des risques nouveaux.

Rapport annuel 2014 de la médecine de prévention

Cette année encore, FO dénonce le manque de moyens alloués à la médecine de prévention dont le rôle est plus que jamais primordial . Il manque en effet toujours deux postes sur le territoire du ressort du CHS CT du Nord. Constat relayé dans les courriers adressés à la Centrale par le Président du CHS CT qui insiste bien sur les spécificités locales (besoin en visites annuelles important).

L'éventualité du recours à des médecins collaborateurs comme le prévoit le décret d'octobre 2014, ne se concrétise cependant pas . Même si cette alternative n'est pas satisfaisante, elle permettrait de décharger les médecins présents de plus en plus sollicités.

En effet nous déplorons le triste constat de la recrudescence des cas d'épuisement professionnel plus communément appelés Burn Out.(14)et des cas de souffrance au travail (63).

Ces données nous alertent mais elles ne sont pas isolées, l'augmentation des psychopathologies ,des visites spontanées ,des suivis particuliers ont pour conséquence de ne plus permettre tous les suivis annuels et quinquennaux... L'un se fait au détriment de l'autre alors qu'il est impossible de hiérarchiser les priorités en matière de santé.

Il serait bon de pouvoir réfléchir sur l'accueil des personnes fragilisées qui est encadré aujourd'hui par les médecins de prévention . Les modalités restent à définir. Madame Lartige précise qu'un colloque se tient à Arras sur ce sujet, nous ne manquerons d'y revenir .



Les médecins de prévention notent, même si la tendance est générale, des difficultés croissantes chez les cadres intermédiaires et premier niveau. Ces difficultés sont liées à la pression et l'hyper sollicitation .

Elles notent qu'elles interviennent de plus en plus fréquemment pour des mutations (24) ou aménagements de poste (136).

Sur les nombreuses préconisations de fauteuil ergonomiques, une bonne nouvelle du coté de la DRFIP, 1000 sièges ont été remplacés et un programme sur 2 ans prévoit le remplacement de la totalité du matériel défectueux..

Pour ce qui concerne les absences aux visites médicales des douaniers pour raisons de service, une réflexion sera menée . FO propose de prévoir ces visites médicales sur les temps de repos mais avec compensation à défaut de pouvoir immobiliser les agents de surveillance le jour des visites médicales pour des raisons de sûreté.

Groupes de travail CHS CT

Concernant les accidents de service, sur la méthode, sont écartés les accidents de trajet domicile travail pour lesquels aucun moyen de prévention hormis ceux déjà existants (stage conduite par exemple) ne peut être mis en place au niveau décisionnel du CHS CT du Nord (on peut imaginer des mesures plus incitatives pour l'usage des transport en commun mais cette mesure ne relève pas du périmètre de cette instance); Quant aux accidents de service et accidents graves, ils feront l'objet d'une fiche détaillée adoptée en séance plénière voir d'une enquête quand la gravité le nécessitera.

Sur la récurrence des accidents liés à des coupures en douane, et sur notre remarque, le Président va demander à ce que le carnet à point des douaniers comporte le couteau réservé jusqu'alors aux aviateurs. En effet pour FO, soit l'ouverture des colis fait partie des missions et il faut doter les agents de matériel sécurisé, soit cela n'est pas de leur compétence et les agents doivent cesser ces pratiques.

Plus généralement , on constate des accidents dus au défaut de protection par EPI (équipement individuel de Protection). FO a donc demandé aux directions qu'elles rappellent l'intérêt de ces équipements voir qu'elles proposent des stages pour les agents qui ne les utiliseraient pas afin de les sensibiliser sur leur propre sécurité.

Enfin, parmi les fiches nous notons la reconnaissance en accident de travail d'un choc psychologique . Ne disposant pas de tous les éléments pour analyser les conditions de travail et celles relatives à l'incident, nous avons demandé à ce que nous soient communiquées une copie du mail (origine du choc) et de la dernière feuille de notation de l'agent concerné. Nous rappelons que ces analyses ont pour but d'examiner les risques et afin de les pallier proposer des solutions. La direction nous a répondu que ces documents étaient trop personnels et ne présentent aucun intérêt pour éclairer notre analyse, elle souligne par ailleurs que ces documents n'ont fait l'objet d'aucune remarque des organisations syndicales.. Nous objectons que ces documents sont listés dans les pièces examinées lors des enquêtes CHS CT et qu'il est bien dommage de ne pas permettre de se poster dans une démarche préventive. Nous examinerons avec grande attention le prochain DUERP/PAP de la DIRCOFI et ne manquerons pas de revenir sur les risques le cas échéant.

Section locale Force Ouvrière Finances : DRFIP du NORD 59000 LILLE

☎ : 03.20.62.42.82 ✉ : fo.drifip59@dgfip.finances.gouv.fr

🌐 Site web départemental FO DGFIP59 : www.fo-dgfip-sd.fr/059/



L'examen des registres d'hygiène et sécurité et des visites de l'Inspecteur Santé Sécurité au Travail (ISST, dans le Nord Olivier Wintrebert), nous permet de mettre en évidence un problème dans le système de communication à la DRFIP. En effet, le constat d'un manque de volonté de la part de l'encadrement de premier degré est récurrent alors que nous l'analysons d'avantage comme un manque de connaissance des procédures. Il conviendra pour pallier ces dysfonctionnements récurrents d'ajuster les modes de communication voir de mettre à disposition des gestionnaires de site un documents succinct reprenant l'essentiel des choses à savoir et précisant les bons interlocuteurs. Encore une fois, incertain d'avoir été entendus, nous continuerons jusqu'à obtenir une clarification nécessaire à l'apaisement et l'efficacité. Concernant les Douanes, nous sommes dans l'attente de la dématérialisation du registre hygiène. En séance plénière, le Président, DR de la DGDDI, a précisé que les fiches de signalement, à l'identique de celles servies à la DGFIP, constituent bien un élément intéressant distinct de la fiche d'incident utilisée en surveillance.

Questions diverses

Bavay / Maubeuge Douanes/ DRFIP

Le déménagement du site de Bavay des Douanes étant terminé, il ne manque que le feu vert de France Domaine pour permettre à nos collègues de la DRFIP de Bavay de pouvoir emménager dans des locaux salubres et décentes. A ce jour aucune échéance n'est précisée. En revanche une visite des Douanes de Maubeuge sera organisée deuxième quinzaine de janvier.

Externalisation du PV des séances du CHS CT du Nord.

C'est une décision ministérielle qui s'impose à nous, faute de pouvoir en effectif les besoins de secrétaires animateurs des CHS CT. Nous sommes donc sur le principe d'accord dans la mesure où cette alternative permet d'alléger le travail sachant que cela ne constitue pas la solution préconisée. Toutefois, il est hors de question de financer le coût de cette externalisation sur les crédits du CHS CT. L'administration doit se doter des moyens et ne pas voir les crédits comme des variables d'ajustement.